

Deux dirigeantes syndicales arrêtées au Myanmar

samedi 15 mai 2021, par [CONNELL Tula](#) (Date de rédaction antérieure : 29 avril 2021).

Deux dirigeantes syndicales ont récemment été arrêtées au Myanmar pour leur participation à des rassemblements en faveur de la démocratie. Des syndicats du monde entier appellent les gouvernements à mettre fin aux échanges commerciaux et autres soutiens financiers qui apportent un appui au gouvernement militaire du pays.

Le nombre total de dirigeant·es syndicaux·ales arrêté·es depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février s'élève à au moins à 20, selon les syndicats [et des mandats d'arrêts ont été lancés contre 75 autres responsables syndicaux·ales. NdT].

Plus de 750 personnes, dont plus d'une douzaine de syndicalistes, ont été tuées et au moins 3 400 personnes ont été arrêtées. Parmi les syndicalistes tué·es figure Chan Myae Kyaw, un militant syndical et chauffeur de camion dans une mine de cuivre, qui a été abattu alors qu'il protégeait d'autres manifestant·es lors d'un rassemblement pacifique.

Ma Myo Aye, leadeuse du Solidarity Trade Union Movement (STUM), a été arrêtée dans les locaux du bureau du syndicat à Yangon ces derniers jours et emmenée en prison par les militaires. Selon les dirigeant·es syndicaux·ales, elle est accusée d'avoir enfreint la section 505a du Code pénal, qui érige en crime le fait de provoquer ou d'avoir l'intention de provoquer la désobéissance ou la déloyauté envers les membres du gouvernement. La première audience au tribunal a eu lieu le 29 avril.

Elle a été transférée à la prison d'Insein, à Yangon, qui, selon les dirigeants syndicaux, est réputée pour les tortures qu'elle inflige aux prisonnier·es. Les médias du Myanmar font état d'horribles agressions sexuelles et d'autres formes de torture à l'encontre des femmes emprisonnées par l'armée.

Mi Aung, responsable des finances du syndicat de la briqueterie de Hmawbe, affilié à la Fédération des travailleur·euses du bâtiment et du bois du Myanmar (BWMF), a été arrêtée par l'armée à Hmawbe, où elle rendait visite à sa famille. On ignore où elle se trouve. Son syndicat affirme malgré tout poursuivre la lutte pour les libertés démocratiques.

Les deux dirigeantes font partie des dizaines de milliers de membres du syndicat qui ont joué un rôle de premier plan dans le mouvement national de désobéissance civile (MDC) afin de protester pacifiquement pour mettre fin au coup d'État militaire. Des bureaux de syndicats ont été saccagés et l'armée a fait du porte-à-porte pour rechercher les militant·es syndicaux·ales, dont la plupart se sont caché·es en dehors de Yangon [la plus grande ville du Myanmar].

L'armée harcèle les travailleur·euses de l'habillement, des militant·es syndicaux·ales sont licencié·es

Les travailleur·euses de l'habillement - les femmes en particulier - ont joué un rôle de premier plan dans les manifestations, les 450 000 travailleur·euses de l'habillement du pays étant particulièrement actif·ives dans l'organisation d'actions de désobéissance civile et les grèves.

À Hlaing Thar Yar, une zone industrielle située à l'extérieur de Yangon, les usines ont rouvert leurs portes malgré les dangers encourus par les travailleur·euses. Le syndicat Industrial Workers' Federation of Myanmar (IWFM) affirme que les militaires arrêtent arbitrairement les travailleur·euses dans les rues, exigeant qu'ils et elles donnent leurs téléphones aux soldats sous peine d'être arrêté·es. Si elles et ils n'ont pas de téléphone, les militaires leur demandent de payer une amende. Lors des rassemblements du MDP, les militaires ont tué plus de 100 travailleur·euses dans la région, certain·es brûlant vif·ves, et des usines ont également été incendiées, selon la fédération.

Si les travailleur·euses ne retournent pas à leur poste, l'IWFM affirme que les directions des usines profitent de leur absence pour licencier des représentant·es syndicaux·ales. Comme le régime militaire a coupé les lignes téléphoniques et l'accès à Internet, les travailleur·euses ne peuvent pas dire à leurs employeurs qu'ils et elles ne peuvent pas retourner au travail et perdent donc leurs indemnités de licenciement.

Des syndicats du monde entier exigent une action immédiate

L'IWFM et la Fédération des travailleur·euses du Myanmar demandent aux multinationales de la mode de veiller à ce que les travailleur·euses puissent prendre des congés sans solde s'ils et elles le demandent en raison du manque de sécurité, et de permettre la participation à des manifestations pacifiques en faveur de la démocratie.

Les syndicats du monde entier font pression sur leurs gouvernements pour qu'ils prennent des mesures immédiates en isolant la junte militaire et en imposant des sanctions à la Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE), qui fournit à l'armée un financement crucial.

Le mouvement syndical mondial exhorte également les institutions financières internationales à rappeler tous les projets et prêts accordés au gouvernement militaire et à entamer un dialogue avec le gouvernement d'unité nationale, dont fait partie la dirigeante Aung San Suu Kyi, qui figure parmi les élus arrêtés par les militaires.

Une coalition de fédérations syndicales internationales a publié une déclaration soutenant sous certaines conditions la déclaration du Consensus en cinq points de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dans laquelle l'organisation et la junte du Myanmar ont convenu d'un plan visant à mettre fin à la violence et à organiser un dialogue constructif entre toutes les parties.

Selon les fédérations syndicales, le plan de l'ANASE constitue une avancée partielle et positive, mais il omet des préoccupations essentielles.

« Un processus de dialogue n'aura aucun sens si les dirigeant·es politiques restent emprisonné·es et si les syndicalistes, les militant·es et même les travailleur·euses de la santé qui assistent les blessés, restent exposés au risque d'arrestation, de torture et d'emprisonnement », affirment les fédérations syndicales. « Des syndicalistes ont été arrêté·es, torturé·es et harcelé·es lors de perquisitions, tandis que d'autres se cachent dans un climat de terreur. Les militaires ont imposé des restrictions généralisées aux droits des travailleur·euses et réduit les libertés d'expression et de réunion, bloqué les médias sociaux et déclaré illégales 16 organisations engagées sur les questions liées au travail. »

L'Internationale de l'Education exhorte le Conseil de sécurité des Nations Unies à prendre des mesures plus fermes, notamment en ciblant les chefs militaires, et demande aux gouvernements nationaux d'utiliser tous les moyens disponibles pour sanctionner les militaires, y compris par le biais de pressions économiques.

Le syndicat mondial IndustriALL appelle les entreprises à mettre fin aux liens commerciaux avec

l'armée et exhorte ses affiliés à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils imposent des sanctions économiques.

En Nouvelle-Zélande, le Council of Trade Unions fait pression sur son gouvernement pour qu'il ne ratifie pas l'accord commercial du Partenariat économique global régional (RCEP), car il comprend des échanges avec le Myanmar. Le syndicat suédois des travailleur·euses de la sylviculture, du bois et des arts graphiques a appelé le Forest Stewardship Council du pays à cesser de certifier les matières premières exportées par la junte militaire du Myanmar.

Tula Connell - 29 avril 2021

P.-S.

- Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés. 30 avril 2021 : <http://www.laboursolidarity.org/Deux-dirigeantes-syndicales>

Publié sur le site www.solidaritycenter.org

- Traduction Patrick Le Tréhondat.